



Communiqué

CAE publie ses résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2020

- Produits des activités ordinaires de 896,8 millions \$, soit une hausse de 21 %, contre 743,8 millions \$ pour le deuxième trimestre de 2019
- Résultat opérationnel sectoriel⁽¹⁾ de 124,8 millions \$ (126,0 millions \$ avant les éléments particuliers⁽²⁾), soit une hausse de 28 %, contre 98,7 millions \$ pour le deuxième trimestre de 2019
- Résultat par action (RPA) de 0,28 \$, contre 0,23 \$ pour le deuxième trimestre de 2019
- Prises de commandes⁽³⁾ de 995,4 millions \$, soit un ratio valeur comptable des commandes/ventes⁽³⁾ de 1,11 et un carnet de commandes⁽³⁾ de 9,2 milliards \$
- Conclusion d'une entente exclusive de services de formation pour l'aviation d'affaires d'une durée de 15 ans avec Directional Aviation Capital et acquisition d'une participation de 50 % dans SIMCOM après la clôture du trimestre

Montréal (Canada), le 13 novembre 2019 – (NYSE : CAE; TSX : CAE) – CAE publie aujourd'hui ses résultats et annonce des produits des activités ordinaires de 896,8 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2020, comparativement à 743,8 millions \$ au deuxième trimestre l'an dernier. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres s'est chiffré à 73,8 millions \$ (0,28 \$ par action) au deuxième trimestre, comparativement à 60,7 millions \$ (0,23 \$ par action) l'an dernier. Le résultat net avant les éléments particuliers⁽⁴⁾ s'est élevé à 74,7 millions \$ (0,28 \$ par action avant les éléments particuliers⁽⁵⁾) au deuxième trimestre de l'exercice 2020.

Le résultat opérationnel sectoriel s'est élevé à 124,8 millions \$ (13,9 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre, comparativement à 98,7 millions \$ (13,3 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre l'an dernier. Le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers s'est établi à 126,0 millions \$ (14,0 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre de l'exercice 2020. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens, sauf indication contraire.

« CAE a connu une bonne croissance au deuxième trimestre, comme en témoignent la hausse de 21 % des revenus, l'augmentation de 28 % du résultat opérationnel et l'obtention de nouvelles commandes de près de 1,0 milliard \$, pour un carnet de commandes de 9,2 milliards \$ », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Cette performance est surtout attribuable au secteur Civil, dont le résultat opérationnel s'est accru de 60 % et dont les marges ont augmenté, et nous avons maintenu notre élan en signant de nouvelles ententes de formation à long terme avec nos compagnies aériennes partenaires. Dans le marché de l'aviation d'affaires, nous avons presque achevé l'intégration de la division Formation pour l'aviation d'affaires de Bombardier, dont la performance est extrêmement satisfaisante jusqu'à présent. Notre position a également été avantagée par notre partenariat stratégique et notre entente exclusive d'impartition de la formation d'une durée de 15 ans avec Directional Aviation Capital, l'une des entreprises de services d'aviation d'affaires les plus importantes et les plus novatrices au monde qui connaît actuellement une croissance des plus rapides. Dans le secteur Défense, la modeste croissance du chiffre d'affaires et la baisse du résultat opérationnel reflètent des reports de commandes et l'échéancier des grandes étapes des programmes à l'égard des contrats en carnet. Nous continuons de croire que le secteur Défense générera de meilleurs résultats au second semestre, comme en témoigne son bon ratio valeur comptable des commandes/ventes au cours du trimestre et ses occasions d'affaires solides. Le secteur Santé a reçu des commandes pour de nouveaux produits que nous comptons livrer au cours des prochains trimestres, et nous avons accru notre position sur le vaste marché des hôpitaux aux États-Unis. Dans l'ensemble, les perspectives de la Société pour le reste de l'exercice demeurent majoritairement inchangées, avec des

possibilités de croissance plus élevées du secteur Civil qui compensent une moins grande croissance prévue du secteur Défense. »

Sommaire des résultats consolidés

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles et les montants par action)

	T2-2020	T2-2019	Écart en %
Produits des activités ordinaires	896,8 \$	743,8 \$	21 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS)	124,8 \$	98,7 \$	26 %
<i>Marges opérationnelles</i>	13,9 %	13,3 %	
ROS avant les éléments particuliers	126,0 \$	98,7 \$	28 %
<i>Marges opérationnelles avant les éléments particuliers</i>	14,0 %	13,3 %	
Résultat net	75,0 \$	63,6 \$	18 %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	73,8 \$	60,7 \$	22 %
Résultat par action (RPA)	0,28 \$	0,23 \$	22 %
Résultat net avant les éléments particuliers	74,7 \$	60,7 \$	23 %
RPA avant les éléments particuliers	0,28 \$	0,23 \$	22 %
Prises de commandes	995,4 \$	985,9 \$	1 %
Carnet de commandes total	9 238,4 \$	8 667,6 \$	7 %

Solutions de formation pour l'aviation civile (Civil)

Les produits des activités ordinaires du secteur Civil se sont chiffrés à 529,9 millions \$ au deuxième trimestre, en hausse de 35 % par rapport au même trimestre l'an dernier. Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 100,2 millions \$ (18,9 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 63,3 millions \$ (16,1 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre l'an dernier. Au deuxième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers s'est établi à 101,4 millions \$ (19,1 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 60 % par rapport au deuxième trimestre l'an dernier. Au deuxième trimestre, le secteur Civil a livré 18 simulateurs de vol (FFS) à des clients, et le taux d'utilisation⁽⁶⁾ de ses centres de formation s'est fixé à 69 %.

Au cours du trimestre, le secteur Civil a signé des contrats pour des solutions de formation d'une valeur de 602,9 millions \$, y compris de nouveaux contrats à long terme de formation des pilotes avec Sunwing Airlines, Loganair et Flightworks. Le secteur Civil a également vendu 11 FFS au cours du trimestre, portant à 20 le nombre total de ventes enregistrées au premier semestre de l'exercice. Réagissant à la croissance de la demande mondiale de nouveaux pilotes, le secteur Civil a lancé un nouveau programme de formation des élèves-pilotes, dans le cadre duquel 700 nouveaux pilotes professionnels seront formés au cours des 10 prochaines années pour le programme Destination 225° de Southwest Airlines. Après la clôture du trimestre, le secteur Civil a également conclu une entente exclusive à long terme avec easyJet pour la formation de plus de 1 000 nouveaux élèves-pilotes dans le cadre d'un programme de licence de pilote en équipage multiple. Dans le domaine de l'aviation d'affaires, le secteur Civil a formé un partenariat stratégique avec Directional Aviation Capital et ses entreprises affiliées dans le cadre d'une entente exclusive d'impartition de services de formation d'une durée de 15 ans. Dans le cadre de cette entente, CAE a acquis une participation de 50 % dans SIMCOM Holdings Inc., après la clôture du trimestre.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,14 pour le trimestre et à 1,45 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes du secteur Civil totalisait un montant record de 5,1 milliards \$ à la fin du trimestre.

Sommaire des résultats – Solutions de formation pour l'aviation civile

(en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES, les FFS déployés et les livraisons de FFS)

	T2-2020	T2-2019	Écart en %
Produits des activités ordinaires	529,9 \$	393,1 \$	35 %
Résultat opérationnel sectoriel	100,2 \$	63,3 \$	58 %
<i>Marges opérationnelles</i>	18,9 %	16,1 %	
ROS avant les éléments particuliers	101,4 \$	63,3 \$	60 %
<i>Marges opérationnelles avant les éléments particuliers</i>	19,1 %	16,1 %	
Prises de commandes	602,9 \$	575,3 \$	5 %
Carnet de commandes total	5 124,8 \$	4 310,8 \$	19 %
Nombre équivalent de simulateurs (unités NES) ⁽⁷⁾	243	215	13 %
FFS déployés	299	264	13 %
FFS livrés	18	5	260 %

Défense et sécurité (Défense)

Au deuxième trimestre, les produits des activités ordinaires du secteur Défense se sont chiffrés à 336,5 millions \$, en hausse de 5 % par rapport au même trimestre l'an dernier, et le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 26,0 millions \$ (7,7 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 24 % par rapport au deuxième trimestre l'an dernier, ce qui reflète les reports dans le calendrier de l'attribution des commandes et les progrès réalisés par le secteur Défense en ce qui a trait aux programmes en carnet, de même qu'un profil de croissance des produits des activités ordinaires favorisant le second semestre de l'exercice.

Au cours du trimestre, le secteur Défense a enregistré des commandes d'une valeur de 362,1 millions \$, y compris une commande de l'U.S. Air Force pour former les équipages du KC-135 et réaliser des mises à niveau et des modifications de simulateurs des dispositifs de formation du KC-135. En outre, CAE continuera à fournir des services de formation sur appareils à voilure fixe et des services de soutien à l'armée américaine au centre de formation CAE Dothan, en plus de réaliser des mises à niveau des simulateurs d'hélicoptères MH-60 Seahawk et d'offrir des services de formation des équipages du T-44C de la U.S. Navy. Parmi les importants contrats remportés, notons aussi un contrat avec Boeing pour réaliser des mises à niveau sur les simulateurs P-8A, un contrat pour mettre à niveau les simulateurs Eurofighter et Tornado des forces allemandes et un contrat de l'armée américaine pour fournir des dispositifs d'entraînement à la maintenance des chars M1A2 Abrams. De plus, le secteur Défense a signé une entente avec Leonardo pour offrir des solutions intégrées pour les besoins de formation sur hélicoptère du marché gouvernemental américain.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense s'est établi à 1,08 pour le trimestre et à 0,81 pour les 12 derniers mois (excluant les options de contrat). Le carnet de commandes du secteur Défense, y compris les options et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à 4,1 milliards \$ à la fin du trimestre. Les occasions d'affaires du secteur Défense demeurent solides, environ 4,0 milliards \$ de soumissions et d'offres étant en attente d'une décision de clients.

Sommaire des résultats – Défense et sécurité

(en millions, sauf les marges opérationnelles)

	T2-2020	T2-2019	Écart en %
Produits des activités ordinaires	336,5 \$	320,3 \$	5 %
Résultat opérationnel sectoriel	26,0 \$	34,1 \$	(24) %
<i>Marges opérationnelles</i>	7,7 %	10,6 %	
Prises de commandes	362,1 \$	380,2 \$	(5) %
Carnet de commandes total	4 113,6 \$	4 356,8 \$	(6) %

Santé

Au deuxième trimestre, les produits des activités ordinaires du secteur Santé se sont chiffrés à 30,4 millions \$, comparativement à 30,4 millions \$ au même trimestre l'an dernier, et le résultat opérationnel sectoriel a consisté en une perte de 1,4 million \$, comparativement à un bénéfice de 1,3 million \$ au deuxième trimestre l'an dernier. Les dépenses du secteur Santé ont connu une hausse au cours du second trimestre de l'exercice afin de soutenir les objectifs d'affaires visant de plus grands marchés et le lancement récent de nouveaux produits.

Le secteur Santé a lancé le simulateur d'échographie Vimedix 3.0, doté d'une anatomie plus réaliste et d'une interface utilisateur moderne. En collaboration avec l'American Society of Anesthesiologists, le secteur Santé a également lancé un nouvel ajout à la série de modules interactifs de simulation d'anesthésie sur écran Anesthesia SimSTAT, qui est admissible à des crédits pour le maintien de la certification en anesthésie. En réaction au resserrement de la réglementation entourant les hôpitaux aux États-Unis et aux impératifs de plus en plus importants en matière de la sécurité des patients, le secteur Santé a accru sa portée dans le secteur hospitalier en concluant une entente d'achats groupés avec Premier, société de premier plan vouée à l'amélioration des soins de santé qui englobe quelque 4 000 hôpitaux et réseaux de santé aux États-Unis et près de 175 000 autres fournisseurs de services et organismes.

Sommaire des résultats – Santé

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T2-2020	T2-2019	<i>Écart en %</i>
Produits des activités ordinaires	30,4 \$	30,4 \$	— %
Résultat opérationnel sectoriel	(1,4) \$	1,3 \$	(208) %
<i>Marges opérationnelles</i>	— %	4,3 %	

Autres points saillants financiers

Les flux de trésorerie disponibles⁽⁸⁾ ont affiché une valeur négative de 7,1 millions \$ ce trimestre, comparativement à une valeur positive de 137,7 millions \$ au deuxième trimestre l'an dernier. Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont augmenté par rapport à ceux du deuxième trimestre l'an dernier, tandis que les flux de trésorerie disponibles ont diminué, en raison essentiellement de l'investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie, ce qui reflète notamment le calendrier des flux de trésorerie liés aux dettes fournisseurs et aux passifs sur contrat ainsi que la hausse des stocks attribuable aux investissements stratégiques effectués récemment dans la fabrication anticipée de simulateurs dans le but de répondre à la demande que CAE prévoit pour certains produits. CAE enregistre habituellement un niveau d'investissement plus élevé dans le fonds de roulement hors trésorerie au cours de la première moitié de l'exercice et elle prévoit l'inversion d'une partie importante de cet investissement au cours de la seconde moitié.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 15,5 millions \$ pour le trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 17 %, par rapport à 19 % au deuxième trimestre l'an dernier. La diminution du taux d'imposition est attribuable à un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

Pour le trimestre, le montant net des charges financières a totalisé 34,3 millions \$, en hausse de 14,4 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2019, ce qui s'explique en grande partie par la hausse des intérêts sur la dette à long terme attribuable à l'émission de billets non garantis de premier rang au quatrième trimestre de l'exercice 2019 pour financer l'acquisition de la division BAT de Bombardier et par l'augmentation des charges d'intérêt sur les obligations locatives par suite de l'adoption d'IFRS 16.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance⁽⁹⁾ ont totalisé 58,8 millions \$ ce trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette⁽¹⁰⁾ était de 2 442,8 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le capital⁽¹¹⁾ était de 51,0 %, comparativement à une dette nette de 2 312,7 millions \$ et à un ratio de la dette nette sur le capital de 49,4 % à la fin du trimestre précédent. Abstraction faite de l'incidence d'IFRS 16, la dette nette se serait établie à 2 158,5 millions \$ pour le trimestre, ce qui correspond à un ratio de la dette nette sur le capital de 47,5 %.

Le rendement du capital utilisé (RCU)⁽¹²⁾ s'est établi à 11,5 % pour le trimestre, contre 12,8 % au deuxième trimestre l'an dernier, avant les éléments particuliers. Abstraction faite de l'incidence d'IFRS 16, le RCU avant les éléments particuliers se serait fixé à 11,7 % ce trimestre.

CAE versera un dividende de 0,11 \$ par action le 31 décembre 2019 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 13 décembre 2019 à la fermeture des bureaux.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2019, CAE a racheté et annulé 533 600 actions ordinaires aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités au prix moyen pondéré de 34,06 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie totale de 18,2 millions \$.

Perspectives de la direction révisées pour l'exercice 2020

Dans l'ensemble, les perspectives de la direction pour l'exercice 2020 demeurent majoritairement inchangées, avec des possibilités de croissance plus élevées du secteur Civil qui devraient compenser une moins grande croissance prévue du secteur Défense. Dans le secteur Civil, la Société prévoit tirer parti du dynamisme au sein du marché de la formation, en augmentant sa part de marché et en établissant de nouveaux partenariats avec ses clients grâce à ses solutions de formation innovatrices. Toujours dans le secteur Civil, la Société prévoit maintenant générer une croissance du résultat opérationnel plus près de 30 % (alors qu'elle prévoyait auparavant une croissance se situant dans la fourchette haute de 20 %) en raison de sa solide performance au premier semestre et de la demande accrue pour ses solutions de formation, y compris le maintien de sa part prépondérante du marché de la vente de FFS, et de l'intégration presque achevée de la division BAT de Bombardier, acquise récemment. Du côté du secteur Défense, la Société prévoit maintenant une modeste croissance du résultat opérationnel pour l'exercice (alors que les prévisions antérieures faisaient état d'un taux de croissance à un chiffre entre la partie médiane et supérieure). Ces perspectives modifiées tiennent compte de la performance du secteur Défense pour le premier semestre de l'exercice, des attentes actuelles quant à l'atteinte des grandes étapes financières des programmes en carnet, ainsi que du calendrier prévu d'obtention de nouveaux contrats dans un éventail d'occasions d'affaires qui demeure très fort. CAE s'attend à ce que le secteur Santé affiche une croissance dans les deux chiffres grâce à son nouveau leadership, à ses effectifs de vente accrus et à la poursuite du lancement de produits innovateurs. Le financement des occasions de croissance demeure la principale priorité de CAE en matière d'affectation des capitaux et continue d'être stimulé et soutenu par l'impartition croissante de la formation des clients dans ses grands marchés principaux. CAE met l'accent sur les investissements en capitaux qui offrent une croissance durable et rentable et des rendements croissants, et qui appuient sa stratégie visant à être reconnue mondialement comme le partenaire de choix en formation. CAE prévoit toujours que les dépenses d'investissement en immobilisations annuelles totales augmenteront entre 10 % et 15 % environ pour l'exercice 2020, principalement pour répondre à la demande croissante de services de formation de ses clients actuels et pour conclure de nouveaux contrats à long terme avec eux. Les attentes de la direction sont fondées sur les conditions du marché, qui sont positives, et sur la réceptivité des clients à l'égard des solutions de formation de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2019 de CAE.

Responsabilité sociale d'entreprise

CAE crée une valeur soutenue pour ses clients, actionnaires et employés. Les produits et les services de CAE rendent le transport aérien plus sécuritaire, gardent les forces de défense prêtes pour leurs missions et aident les professionnels de la santé à sauver des vies – nobles objectifs qui font la fierté des quelque 10 000 employés de CAE dans le monde. En tant que plus importante société de formation à l'échelle mondiale à desservir le secteur de l'aviation civile et seule société à être entièrement centrée sur la formation, CAE est résolument axée sur le client et l'innovation. De plus, CAE a adopté cette année des principes éthiques pour une utilisation responsable de l'analyse des données afin de mieux gérer les risques associés à l'utilisation accrue des technologies émergentes. L'adoption de ces principes confirme notre engagement à respecter les normes de comportement éthique les plus élevées dans nos relations avec nos employés, nos clients et tous les intervenants de notre écosystème. Ces principes constituent également un engagement à aller au-delà de ce qui est légalement requis pour protéger les données de CAE et de ses clients. CAE joue également un rôle important dans le développement des talents dans son secteur d'activité. Moins de 5 % des pilotes à l'échelle mondiale sont des femmes, et CAE, en sa qualité de chef de file de la formation dans le secteur de l'aviation, fait la promotion de la diversité de genre en aviation. La Société a en effet à cœur de s'assurer que l'industrie fait appel à tous les talents disponibles pour aider à combler les plus de 300 000 nouveaux postes de pilotes de l'aviation civile qui seront créés au cours des dix prochaines années. Entre autres initiatives prometteuses, CAE a lancé le programme de bourses *CAE Femmes pilotes aux commandes*, qui conjugué à ses dynamiques ambassadrices, permet d'encourager davantage de femmes à envisager de devenir pilotes.

Le rapport complet de CAE est disponible ici : [Rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale d'entreprise pour 2019](#).

IFRS 16 – Contrats de location

À partir du 1^{er} avril 2019, CAE a adopté la norme IFRS 16 – *Contrats de location*, qui introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur à bail et élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement. La principale incidence de la norme IFRS 16 pour CAE est la constatation d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'une obligation locative pour la quasi-totalité des contrats de location. Il en résultera une diminution de la charge au titre des contrats de location simple et une augmentation des charges financières et de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles. Les résultats financiers présentés dans le communiqué de presse pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ne reflètent pas les modifications comptables requises par la norme IFRS 16 puisque la Société a adopté la norme le 1^{er} avril 2019. Pour de plus amples renseignements, y compris sur les incidences prévues de la transition à la norme IFRS 16, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires du trimestre clos le 30 septembre 2019.

Information détaillée

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE qui sont disponibles sur notre site Web à www.cae.com/fr/investisseurs pour obtenir un exposé plus complet de nos résultats sectoriels.

Les états financiers consolidés et le rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 30 septembre 2019 ont été déposés auprès des commissions canadiennes de valeurs mobilières sur [SEDAR \(www.sedar.com\)](http://www.sedar.com) et sont disponibles sur notre site Web (www.cae.com). Ces documents ont également été déposés auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et sont disponibles sur son site Web (www.sec.gov). Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

Conférence téléphonique sur les résultats du T2 de l'exercice 2020

Marc Parent, président et chef de la direction de CAE; Sonya Branco, vice-présidente, Finances, et chef de la direction financière; et Andrew Arnovitz, vice-président, Stratégie et Relations avec les investisseurs, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats aujourd'hui à 13 h (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-877-586-3392 ou le +1-416-981-9024. Une diffusion audio en direct sera accessible au public sur le site Web de CAE à www.cae.com.

CAE est un chef de file mondial en formation dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et de la santé. Appuyés par plus de 70 ans d'innovations, nous participons à la définition des normes mondiales en formation. Nos solutions innovatrices, qui vont de la formation virtuelle à l'entraînement en vol, rendent le transport aérien plus sécuritaire, gardent nos forces de défense prêtes pour leurs missions et améliorent la sécurité des patients. Nous avons la plus vaste présence mondiale de l'industrie, avec plus de 10 000 employés, 160 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays. Nous assurons chaque année la formation de plus de 220 000 membres d'équipage du secteur civil et du secteur de la défense, dont plus de 135 000 pilotes, et de milliers de professionnels de la santé dans le monde.

Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Certaines déclarations énoncées dans ce communiqué sont des déclarations de nature prospective. Cela inclut, sans s'y limiter, toute déclaration liée à notre orientation financière pour l'exercice 2020 (y compris les produits des activités ordinaires, les investissements en capital et les marges) et toute autre déclaration qui ne sont pas des faits historiques. Les énoncés prospectifs décrivent des attentes, des plans, des résultats ou des stratégies futurs et contiennent normalement des termes comme « croire », « attendre », « anticiper », « planifier », « avoir l'intention », « continuer », « estimer », « pouvoir », « devoir », « stratégie », « futur » et d'autres expressions semblables. Toutes ces déclarations sont des déclarations prospectives au sens des dispositions d'exonération des lois canadiennes applicables sur les valeurs mobilières et au sens de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act* de 1995. De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent que nous formulions des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents à nos activités qui pourraient faire en sorte que les résultats réels au cours de périodes futures diffèrent considérablement des résultats indiqués dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les développements futurs prévus, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, les lecteurs ne doivent pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, car il existe un risque que ceux-ci soient inexacts. Les déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 13 novembre 2019 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf si la loi l'exige, nous déclinons toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement. Les informations et déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué de presse sont expressément visées par la présente mise en garde. Sauf indication contraire, ces déclarations ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels non récurrents ou autres, ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 13 novembre 2019. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques

connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué visent à aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers prévus pour l'exercice 2020 et à obtenir une meilleure compréhension de notre environnement opérationnel prévu. Les lecteurs sont avisés que ces renseignements peuvent ne pas convenir à d'autres fins. La valeur des investissements en capital prévus qui devraient être effectués par CAE au cours de l'exercice 2020 laisse croire qu'ils le seront conformément à notre plan annuel actuel. Toutefois, nous ne pouvons assurer que de tels niveaux d'investissement seront maintenus de sorte que la valeur des investissements en capital actuels effectués par CAE durant cette période pourrait différer considérablement de nos attentes actuelles.

Importantes hypothèses

Un certain nombre d'hypothèses économiques, opérationnelles, financières et du marché ont été formulées par CAE dans l'élaboration de ses énoncés prospectifs pour l'exercice 2020 et au-delà qui figurent dans ce communiqué, y compris, mais sans se limiter à certaines hypothèses économiques et du marché comme : croissance économique modeste et taux d'intérêt stables au cours de l'exercice 2020; un niveau soutenu de concurrence dans les marchés Civil, Défense et Santé; aucun changement des réglementations qui touchent notre entreprise ayant des conséquences importantes financières, opérationnelles ou concurrentielles; et un marché de la défense positif soutenu.

Hypothèses concernant nos activités

Un certain nombre d'hypothèses concernant les activités de CAE ont également été formulées dans l'élaboration de ses énoncés prospectifs pour l'exercice 2020 et au-delà qui figurent dans ce communiqué, y compris, mais sans se limiter aux facteurs suivants : conservation de la part de marché dominante de CAE dans la vente de simulateurs civils, les prix, la livraison des produits aux clients et la capacité de CAE à accroître sa part de marché en formation.

Les hypothèses suivantes, bien qu'elles soient jugées raisonnables par CAE le 13 novembre 2019, peuvent s'avérer inexactes. Ainsi, nos résultats actuels peuvent différer considérablement des attentes établies dans ce communiqué.

Risques importants

Les facteurs de risque importants qui pourraient faire en sorte que nos hypothèses et nos estimations soient inexactes et que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés dans nos énoncés prospectifs, y compris notre orientation financière et les perspectives de la direction pour l'exercice 2020, sont mentionnés dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2019 déposé par CAE auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (disponibles au www.sedar.com) et auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (disponibles au www.sec.gov). Le rapport de gestion de l'exercice 2019 est également disponible au www.cae.com. L'élaboration de nos énoncés prospectifs, y compris notre capacité à atteindre nos objectifs financiers et de gestion pour l'exercice 2020, dépend essentiellement du rendement de notre entreprise qui est assujéti à plusieurs risques. Ainsi, les lecteurs sont informés que les risques divulgués pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent communiqué comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information complémentaire utile et peuvent ne pas avoir une signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés. La direction croit que la présentation de certaines mesures hors PCGR fournit aux lecteurs une meilleure compréhension de nos résultats et des tendances tout en leur fournissant des renseignements additionnels sur nos résultats financiers et opérationnels.

(1) Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR qui correspond à la somme des principales valeurs considérées pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel total correspond au résultat opérationnel, abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration liés aux programmes d'envergure ne découlant pas de transactions stratégiques importantes.

(2) En outre, le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers élimine les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de même que les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

(3) Prises de commandes et carnet de commandes

Les prises de commandes sont une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, les prises de commande sont habituellement converties en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des prises de commandes correspond aux produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Le carnet de commandes total est une mesure hors PCGR qui représente les produits des activités ordinaires attendus et qui comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options.

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté.

- Le carnet de commandes des coentreprises est constitué de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes reçues par nos coentreprises, mais qui n'ont pas encore été exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées, telle qu'elle est décrite ci-dessus.
- Les commandes non financées sont des commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Le carnet de commandes tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée. Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

⁽⁴⁾ Le résultat net avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR que nous utilisons comme mesure alternative à nos résultats opérationnels. Nous le calculons en ajoutant à notre résultat net attribuable aux actionnaires de la Société provenant des activités poursuivies, les coûts de restructuration, les coûts d'intégration, d'acquisition et les autres gains et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ainsi que les éléments non récurrents. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

⁽⁵⁾ Le résultat par action (RPA) avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ainsi que les éléments fiscaux non récurrents importants du résultat par action dilué des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond à ces coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et à ces autres profits, après impôt, de même qu'aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

⁽⁶⁾ Le taux d'utilisation est l'une des mesures opérationnelles que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Civil. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

⁽⁷⁾ Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période.

⁽⁸⁾ Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

⁽⁹⁾ Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

⁽¹⁰⁾ La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

⁽¹¹⁾ Le ratio de la dette nette sur le capital représente la dette nette, divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

⁽¹²⁾ Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Pour d'autres mesures hors PCGR et d'autres mesures financières surveillées par CAE, veuillez vous reporter au rapport de gestion de CAE déposé auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com) et sur celui de SEDAR (www.sedar.com).

Personnes-ressources

Relations avec les investisseurs :

Andrew Arnovitz, vice-président, Stratégie et Relations avec les investisseurs, 1-514-734-5760, andrew.arnovitz@cae.com

Média :

Hélène V. Gagnon, vice-présidente, Affaires publiques et Communications mondiales, 1-514-340-5536, helene.v.gagnon@cae.com

État consolidé de la situation financière

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	30 septembre 2019 ⁽¹⁾	31 mars 2019
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	222,5 \$	446,1 \$
Créances clients et autres débiteurs	520,7	496,0
Actifs sur contrat	567,7	523,5
Stocks	577,5	537,0
Acomptes	60,0	57,4
Impôt sur le résultat à recouvrer	50,8	33,6
Actifs financiers dérivés	14,3	19,3
Total de l'actif courant	2 013,5 \$	2 112,9 \$
Immobilisations corporelles	1 976,0	2 149,3
Actifs au titre de droits d'utilisation	408,0	—
Immobilisations incorporelles	2 028,3	2 027,9
Participations mises en équivalence	312,1	312,1
Actifs d'impôt différé	79,1	71,0
Actifs financiers dérivés	16,2	12,8
Autres actifs	487,3	479,5
Total de l'actif	7 320,5 \$	7 165,5 \$
Passif et capitaux propres		
Dettes fournisseurs et charges à payer	741,5 \$	883,8 \$
Provisions	23,0	28,7
Impôt sur le résultat à payer	30,0	25,7
Passifs sur contrat	667,4	670,2
Partie courante de la dette à long terme	231,3	264,1
Passifs financiers dérivés	10,9	17,0
Total du passif courant	1 704,1 \$	1 889,5 \$
Provisions	28,2	36,3
Dette à long terme	2 434,0	2 064,2
Obligations relatives aux redevances	129,9	136,2
Obligations au titre des avantages du personnel	278,6	212,6
Profits différés et autres passifs	249,9	267,0
Passifs d'impôt différé	142,2	147,0
Passifs financiers dérivés	2,3	2,7
Total du passif	4 969,2 \$	4 755,5 \$
Capitaux propres		
Capital-actions	669,7 \$	649,6 \$
Surplus d'apport	26,9	24,8
Cumul des autres éléments du résultat global	126,5	199,0
Résultats non distribués	1 446,7	1 457,9
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	2 269,8 \$	2 331,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	81,5	78,7
Total des capitaux propres	2 351,3 \$	2 410,0 \$
Total du passif et des capitaux propres	7 320,5 \$	7 165,5 \$

(1) Modifications de méthodes comptables pour l'impact lié à l'adoption d'IFRS 16.

État consolidé du résultat net

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2019 ⁽¹⁾	2018	2019 ⁽¹⁾	2018
Produits des activités ordinaires	896,8 \$	743,8 \$	1 722,4 \$	1 465,8 \$
Coût des ventes	660,1	542,3	1 242,0	1 045,6
Marge brute	236,7 \$	201,5 \$	480,4 \$	420,2 \$
Frais de recherche et de développement	35,8	29,1	67,7	60,4
Frais de vente, généraux et d'administration	98,0	87,9	211,3	190,6
Autres profits – montant net	(11,5)	(9,4)	(11,8)	(14,6)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(10,4)	(4,8)	(22,5)	(13,4)
Résultat opérationnel	124,8 \$	98,7 \$	235,7 \$	197,2 \$
Charges financières – montant net	34,3	19,9	69,2	35,9
Résultat avant impôt sur le résultat	90,5 \$	78,8 \$	166,5 \$	161,3 \$
Charge d'impôt sur le résultat	15,5	15,2	28,5	26,1
Résultat net	75,0 \$	63,6 \$	138,0 \$	135,2 \$
Attribuable aux:				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	73,8 \$	60,7 \$	135,3 \$	130,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,2	2,9	2,7	5,1
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base	0,28 \$	0,23 \$	0,51 \$	0,49 \$
Dilué	0,28 \$	0,23 \$	0,51 \$	0,48 \$

(1) Modifications de méthodes comptables pour l'impact lié à l'adoption d'IFRS 16.

État consolidé du résultat global

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Résultat net	75,0 \$	63,6 \$	138,0 \$	135,2 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Différence de conversion liée aux établissements à l'étranger	(18,7) \$	(65,3) \$	(88,0) \$	(86,1) \$
Reclassement au résultat net de différence de conversion	(10,0)	(12,6)	(11,9)	(15,9)
(Pertes) gains des couvertures de flux de trésorerie – montant net	(3,0)	12,7	9,5	4,3
Reclassement au résultat net des couvertures de flux de trésorerie	(2,4)	(1,8)	(3,1)	0,6
(Pertes) gains d'investissements nets dans des établissements à l'étranger – montant net	(12,6)	8,3	9,9	(1,4)
Impôt sur le résultat	10,6	0,8	9,8	4,7
	(36,1) \$	(57,9) \$	(73,8) \$	(93,8) \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net				
Réévaluations des régimes de pension à prestations définies	(16,8) \$	28,9 \$	(60,4) \$	33,1 \$
Variation nette des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat global	—	(0,1)	(0,1)	(0,1)
Impôt sur le résultat	4,5	(7,7)	16,0	(8,8)
	(12,3) \$	21,1 \$	(44,5) \$	24,2 \$
Autres éléments du résultat global	(48,4) \$	(36,8) \$	(118,3) \$	(69,6) \$
Total du résultat global	26,6 \$	26,8 \$	19,7 \$	65,6 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	25,5 \$	25,1 \$	18,4 \$	59,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,1	1,7	1,3	6,3

État consolidé des variations des capitaux propres

(Non audité)

Semestre clos le 30 septembre, 2019

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total			
Soldes à l'ouverture de la période	265 447 603	649,6 \$	24,8 \$	199,0 \$	1 457,9 \$	2 331,3 \$	78,7 \$	2 410,0 \$	
Impact lié à l'adoption d'IFRS 16	—	—	—	—	(27,5)	(27,5)	—	(27,5)	
Soldes au 1 avril 2019	265 447 603	649,6 \$	24,8 \$	199,0 \$	1 430,4 \$	2 303,8 \$	78,7 \$	2 382,5 \$	
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	135,3 \$	135,3 \$	2,7 \$	138,0 \$	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(72,5)	(44,4)	(116,9)	(1,4)	(118,3)	
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(72,5) \$	90,9 \$	18,4 \$	1,3 \$	19,7 \$	
Options sur actions exercées	981 405	19,6	(2,4)	—	—	17,2	—	17,2	
Achat facultatif au comptant d'actions	981	—	—	—	—	—	—	—	
Actions ordinaires rachetées et annulées	(591 731)	(1,5)	—	—	(18,7)	(20,2)	—	(20,2)	
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	4,5	—	—	4,5	—	4,5	
Accroissement des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	
Dividendes en actions	59 028	2,0	—	—	(2,0)	—	—	—	
Dividendes en trésorerie	—	—	—	—	(53,9)	(53,9)	—	(53,9)	
Soldes à la clôture de la période	265 897 286	669,7 \$	26,9 \$	126,5 \$	1 446,7 \$	2 269,8 \$	81,5 \$	2 351,3 \$	

(Non audité)

Semestre clos le 30 septembre, 2018

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total			
Soldes à l'ouverture de la période	267 738 530	633,2 \$	21,3 \$	260,3 \$	1 314,3 \$	2 229,1 \$	68,4 \$	2 297,5 \$	
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	130,1 \$	130,1 \$	5,1 \$	135,2 \$	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(95,1)	24,3	(70,8)	1,2	(69,6)	
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(95,1) \$	154,4 \$	59,3 \$	6,3 \$	65,6 \$	
Options sur actions exercées	447 050	8,1	(1,1)	—	—	7,0	—	7,0	
Achat facultatif au comptant d'actions	1 326	—	—	—	—	—	—	—	
Actions ordinaires rachetées et annulées	(1 686 700)	(4,0)	—	—	(39,7)	(43,7)	—	(43,7)	
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	5,0	—	—	5,0	—	5,0	
Dividendes en actions	74 783	2,0	—	—	(2,0)	—	—	—	
Dividendes en trésorerie	—	—	—	—	(48,8)	(48,8)	—	(48,8)	
Soldes à la clôture de la période	266 574 989	639,3 \$	25,2 \$	165,2 \$	1 378,2 \$	2 207,9 \$	74,7 \$	2 282,6 \$	

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité)

Semestres clos les 30 septembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	2019 ⁽¹⁾	2018
Activités opérationnelles		
Résultat net	138,0 \$	135,2 \$
Ajustements pour :		
Dotation aux amortissements	149,2	100,8
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(22,5)	(13,4)
Impôt sur le résultat différé	12,8	15,4
Crédits d'impôt à l'investissement	(6,0)	(1,9)
Rémunération fondée sur des actions	11,3	3,0
Régimes de retraite à prestations définies	9,0	9,4
Autres passifs non courants	(19,0)	(12,6)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net	(8,0)	(6,7)
Autres	25,6	11,0
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(313,7)	(93,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(23,3) \$	146,5 \$
Activités d'investissement		
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	(9,2) \$	(33,5) \$
Ajouts d'immobilisations corporelles	(147,8)	(94,0)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	0,4	2,3
Ajouts d'immobilisations incorporelles	(48,4)	(37,6)
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence	—	(9,7)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	8,6	7,1
Autres	1,5	4,0
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(194,9) \$	(161,4) \$
Activités de financement		
Produits nets tirés des prélèvements aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables	197,9 \$	— \$
Produits tirés de la dette à long terme	16,2	75,1
Remboursement sur la dette à long terme	(108,8)	(61,2)
Remboursement sur des obligations locatives	(39,6)	(5,6)
Dividendes versés	(53,9)	(48,8)
Émission d'actions ordinaires	17,2	7,0
Rachat d'actions ordinaires	(20,2)	(43,7)
Autres	(1,4)	(0,3)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	7,4 \$	(77,5) \$
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(12,8) \$	(14,8) \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(223,6) \$	(107,2) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	446,1	611,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	222,5 \$	504,3 \$
Information supplémentaire :		
Intérêts payés	62,3 \$	30,2 \$
Intérêts reçus	5,0	7,9
Impôt sur le résultat payé	18,1	17,2

(1) Modifications de méthodes comptables pour l'impact lié à l'adoption d'IFRS 16.